



Le Bloc Québécois se porte à la défense des étudiants étrangers francophones

Ottawa, le 20 décembre 2021 – Le Bloc Québécois entend porter la voix des francophones qui sont injustement refusés par le gouvernement fédéral alors qu'ils aspirent à venir étudier, travailler et s'installer au Québec en français. Alexis Brunelle-Duceppe, René Villemure et Stéphane Bergeron, respectivement porte-paroles en matière d'Immigration, de Francophonie internationale et d'Affaires étrangères, feront pression sur trois fronts en 2022 pour que le Canada remplisse ses devoirs envers les aspirations de nos frères et sœurs de la francophonie.

Récemment, le Québec a appris avec consternation que le système d'immigration fédéral laisse tomber les francophones qui tentent d'immigrer au Québec, une situation inacceptable selon le porte-parole du parti en matière de Francophonie internationale, René Villemure : « Les informations troublantes à l'effet que le gouvernement confie le destin de gens qui rêvent de venir s'établir ici, entre les mains d'un programme informatique qui discrimine selon la provenance d'un individu, choquent l'esprit. Il s'agit d'un manque flagrant de compassion et de compétence de la part d'un gouvernement qui se qualifie de champion de l'immigration et de la coopération internationale. Les acteurs de la société civile que nous avons rencontrés, provenant de cégeps et d'universités francophones de partout au Québec et au Canada, veulent comme nous aller au fond de cette histoire. Il n'est pas normal ni acceptable que l'on se prive de talents d'étudiants et de professeurs africains qui peuvent enrichir notre société. Mes collègues et moi talonnerons le gouvernement en janvier prochain. »

En effet, le comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, dont Alexis Brunelle-Duceppe est le vice-président, s'attaquera dès le retour en Chambre, à l'enjeu des étudiants étrangers francophones. « Hier matin, j'ai convaincu le comité d'étudier la question en priorité lors du début des travaux. En tant que porte-parole pour les droits de la personne et pour l'immigration, ce dossier sera mon cheval de bataille dans les mois à venir. Ça n'a tout simplement aucun sens que des jeunes qui veulent venir découvrir le Québec soient si froidement rejetés. Notre système a lamentablement failli à sa tâche et il est grand temps de mettre en lumière le problème », dénonce Alexis Brunelle-Duceppe.

« Il s'agit d'une situation complexe qui requiert des interventions à plusieurs niveaux. Le gouvernement fédéral, pour sa part, devra de nouveau faire de l'Afrique une priorité, car le Canada est littéralement en train de manquer le bateau. Il devra aussi s'employer à éliminer les facteurs structurels et conjoncturels qui font obstacle à l'accueil d'étudiants, d'enseignants et de dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur d'Afrique francophone. Certains éléments extérieurs viennent exacerber la situation actuelle et appellent également l'intervention d'autorités compétentes afin que des demandes de visas d'étude mal fondées cessent de nuire au vaste nombre de demandes légitimes. Nous nous emploierons, au cours des prochains mois, à intensifier nos contacts avec les représentants des pays dont les ressortissants font l'objet de cette discrimination, afin de les assurer notre compréhension et de notre entière collaboration dans ce dossier », conclut Stéphane Bergeron, porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Affaires étrangères.